

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 18–19 février 2013

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2013/8-B**  
21 janvier 2013  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – NIGER 200051

Sauver des vies, réduire la malnutrition et  
protéger les moyens de subsistance des  
populations vulnérables

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	64 529 590	67 690 616	132 220 206
Coût total pour le PAM	156 403 757	163 986 898	320 390 655

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

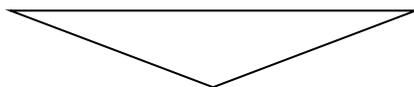
Directeur régional, OMD\*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison, OMD: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 163,9 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Niger 200051 (WFP/EB.1/2013/8-B), ainsi que la prorogation de l'intervention pour une période de 10 mois, allant du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2013.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Niger 200051 prorogera l'intervention jusqu'à la fin de 2013 et étendra l'appui du PAM aux communautés vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
2. La révision permet d'assurer une transition entre l'opération d'urgence 200398 de 2012 et les activités actuelles de l'IPSR, et une intervention future qui consistera à renforcer la résilience à long terme. À compter de 2014, l'accent sera placé sur le développement du capital humain et l'amélioration de l'accès à l'alimentation par la remise en état et la protection des zones agropastorales.
3. L'objectif de l'IPSR 200051 est de renforcer la capacité des communautés vulnérables de faire face aux chocs, en procurant un solide filet de sécurité alimentaire et monétaire aux personnes fragiles ou en situation d'insécurité alimentaire et en s'attaquant à la malnutrition aiguë pendant la période de soudure.
4. La révision prolongera l'IPSR 200051 du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2013 et permettra:
  - de fournir 98 866 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, pour une valeur de 67,7 millions de dollars;
  - de prévoir des transferts monétaires à hauteur de 25,5 millions de dollars;
  - de couvrir les coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, les autres coûts opérationnels directs, et les coûts d'appui directs, d'un montant de 60,1 millions de dollars; et
  - de couvrir les coûts d'appui indirects, à hauteur de 10,7 millions de dollars.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DE L'INTERVENTION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités en cours

5. L'IPSR 200051 a été approuvée pour la période allant de juillet 2011 à décembre 2012 dans le but de venir en aide à 2,2 millions de bénéficiaires; son budget s'élevait à 101 millions de dollars. Ses objectifs étaient les suivants: i) réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les zones touchées par une situation d'urgence (Objectif stratégique 1)<sup>1</sup>; ii) améliorer la consommation alimentaire des populations dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été mise à mal par la sécheresse ou les inondations (Objectif stratégique 1); et iii) rétablir et reconstituer les moyens de subsistance après une catastrophe (Objectif stratégique 3)<sup>2</sup>.
6. Les principales activités menées dans le cadre de l'IPSR 200051 sont les suivantes:
  - des activités Espèces pour la création d'avoins (ECA) et Vivres pour la création d'avoins (VCA), afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables et à risque;

<sup>1</sup> Objectif stratégique 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence.

<sup>2</sup> Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

- une assistance alimentaire ou monétaire ciblée, assurée au plus fort de la période annuelle de soudure;
  - une supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois et les mères allaitant des nourrissons de moins de 6 mois, fournie pendant la période de soudure;
  - une supplémentation alimentaire ciblée pour les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes; et
  - un soutien aux soignants travaillant dans les centres d'alimentation thérapeutique, qui s'occupent des enfants atteints de malnutrition aiguë grave.
7. En écho au plan gouvernemental d'intervention en cas de crise, l'IPSR 200051 a été augmentée de 64 millions de dollars en décembre 2011 pour renforcer les activités en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire à la suite de projections faisant état d'une dégradation de la sécurité alimentaire. Avec l'aggravation de la crise, les activités visant à sauver des vies ont été transférées de l'IPSR 200051 vers l'opération d'urgence 200398, laquelle s'est déroulée d'avril à septembre pour un coût de 235 millions de dollars; le budget de l'IPSR a été réduit de 30 millions de dollars.
8. L'opération d'urgence était axée sur le sauvetage des vies humaines: les activités de supplémentation alimentaire généralisée et d'assistance alimentaire ciblée menées à titre préventif ont permis d'apporter aux enfants vulnérables des micronutriments et des calories pour lutter contre la malnutrition aiguë (émaciation<sup>3</sup>) et la mortalité, et favoriser leur développement. Il ressort du suivi que l'émaciation chez les enfants bénéficiaires âgés de 6 à 23 mois a diminué, passant de 21 pour cent en juin à 14 pour cent en août; chez les enfants non bénéficiaires du même âge, elle était de 23 pour cent en août<sup>4</sup>. Le suivi post-distribution de l'assistance alimentaire ciblée a révélé que les non-bénéficiaires recouraient à des mécanismes de survie dangereux deux ou trois fois plus souvent que les bénéficiaires du PAM<sup>5</sup>.
9. Les interventions destinées à améliorer et soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition ont été maintenues dans le cadre de l'IPSR 200051 et du programme de pays pour le Niger durant toute la crise de 2012. L'opération d'urgence 200398 a été prolongée jusqu'en février 2013 grâce à une augmentation budgétaire au titre de l'IPSR 200051 d'un montant de 22 millions de dollars, visant notamment à développer les activités ECA et VCA ainsi que les interventions de supplémentation alimentaire ciblée, de façon à passer en douceur à des activités de redressement accéléré et de renforcement de la résilience. Le programme de pays pour 2009–2013 s'attaque à des problèmes structurels relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et plus particulièrement à l'éducation. De nouvelles activités débiteront en 2014 conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
10. Partant des enseignements tirés d'une initiative pilote de transferts monétaires et de l'analyse régulière des marchés, le PAM a augmenté le budget consacré aux aides en espèces, de 1,6 million de dollars en 2010 à 6,7 millions de dollars en 2011, puis à

---

<sup>3</sup> La prévalence de la malnutrition aiguë globale est jugée faible de 5 à 9 pour cent, grave de 10 à 14 pour cent et critique au-dessus de 15 pour cent (Organisation mondiale de la Santé, 1995). Voir [www.who.int/nutgrowthdb/en](http://www.who.int/nutgrowthdb/en).

<sup>4</sup> PAM/Institut national de la statistique (INS), suivi post-distribution, juin–août 2012.

<sup>5</sup> PAM/INS, suivi post-distribution des transferts alimentaires et monétaires réalisés dans le cadre de l'assistance alimentaire ciblée, août 2012.

45,3 millions de dollars en 2012. Les transferts monétaires ont surtout été utilisés pour acheter de la nourriture<sup>6</sup> et ont contribué à améliorer la diversité alimentaire des bénéficiaires<sup>7</sup>. Ils se sont aussi révélés peu coûteux, la valeur alpha moyenne des céréales oscillant entre 0,61 en octobre 2011 et 0,92 en juillet 2012, date à laquelle les coûts des produits alimentaires étaient les plus élevés<sup>8</sup>.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

11. Même pendant une année normale, 2 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires de base<sup>9</sup>. En 2012, la pénurie de céréales et de pâturages, les prix élevés des céréales, les faibles perspectives d'emploi et le haut niveau d'endettement des ménages ont exacerbé une situation déjà fragile. Au plus fort de la saison de soudure de 2012, 22 pour cent de la population se trouvait en situation de grave insécurité alimentaire<sup>10</sup>.
12. Les évaluations de l'agriculture menées sur 2012/13 indiquent une production supérieure à la moyenne, mais de mauvaises récoltes sont prévues dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri en raison des pluies irrégulières, du retard dans les semences, des organismes nuisibles et des inondations. La situation demeure précaire pour les communautés vulnérables, et même une bonne récolte n'aura pas d'effet durable sur la sécurité alimentaire. Les rapports de suivi<sup>5</sup> montrent que l'agriculture constitue l'activité principale de 70 pour cent des ménages pauvres, mais la faible capacité de production fait que même une bonne année, les récoltes ne couvrent la consommation alimentaire familiale que pendant quelques mois. Les ménages vulnérables possèdent peu d'avoirs productifs et peu, voire pas du tout, d'animaux; 60 pour cent des ménages ayant bénéficié d'une assistance alimentaire ciblée en 2012 sont endettés et pris au piège de la pauvreté lié à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les prix des produits alimentaires se stabilisent du fait de la bonne récolte, mais ils sont élevés en comparaison du pouvoir d'achat des populations pauvres.
13. L'insuffisance de la capacité de production, l'endettement élevé, le faible pouvoir d'achat et la forte dépendance font que les ménages vulnérables ne parviendront pas à satisfaire leurs besoins alimentaires pendant la période de soudure de 2013, allant de juin à septembre. Les évaluations confirment que, durant la saison de soudure, les ménages vulnérables recourent de plus en plus souvent à des mécanismes de survie dangereux: ils consomment des aliments de qualité moindre et en moins grande quantité, réduisent le

<sup>6</sup> PAM, suivi post-distribution, mai 2012; 70 pour cent des transferts monétaires réalisés pendant l'intervention de secours ont été consacrés à l'achat de nourriture.

<sup>7</sup> De janvier à mai 2012, la proportion de ménages bénéficiaires d'activités ECA faisant état d'une mauvaise diversité alimentaire a reculé de 76 pour cent à 58 pour cent.

<sup>8</sup> La valeur alpha compare le coût des livraisons de produits alimentaires pour le PAM et ses donateurs à la valeur marchande de ces mêmes produits, mais elle masque les variations selon les marchés et les régions. Sur la base des critères de coût-efficacité, de fonctionnalité et de distance, la région de Dosso ainsi que les régions de Maradi, Tahoua et Zinder situées au sud du pays sont adaptées à des interventions de distribution d'espèces de grande envergure.

<sup>9</sup> PAM. 2010. Chocs et vulnérabilités au Niger: Analyse des données secondaires, octobre 2010. Niamey.

<sup>10</sup> Système d'alerte précoce/INS/PAM/Union européenne/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel/Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine. 2011. Évaluation conjointe de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural et urbain. Niamey.

nombre de repas, empruntent, migrent, et retirent les enfants de l'école. Compte tenu de la migration traditionnelle des hommes, la situation des femmes et des enfants vivant en milieu rural est particulièrement préoccupante.

14. L'enquête nationale consacrée à la nutrition des enfants pendant la période de soudure de 2012 a révélé que l'émaciation chez les enfants de 6 à 59 mois avait augmenté pour passer à 15 pour cent, contre 12 pour cent en 2011. L'émaciation a atteint des taux critiques dans les régions de Diffa, Maradi, Tillabéri et Zinder<sup>11</sup>. Les tendances historiques montrent que même pendant les années normales, l'émaciation peut atteindre des niveaux critiques pendant la saison de soudure. L'enquête a aussi permis de constater que le taux de malnutrition chronique était "très élevé", à 42 pour cent.

## OBJET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

15. L'intervention du PAM repose sur la stabilité politique et l'engagement du Gouvernement à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition à travers l'initiative "Les Nigériens nourrissent les Nigériens", qui met l'accent sur la production agricole, la résilience et la nutrition dans le cadre du Programme de développement économique et social. Cette initiative est conforme à la nouvelle initiative intitulée "Alliance globale pour la résilience", un cadre de financement régional qui vise à aider les gouvernements et les communautés à parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à résister aux chocs. Le PAM a développé ses partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies, et les donateurs ont indiqué qu'ils appuieraient sur le long terme le renforcement de la résilience des ménages.
16. La présente révision budgétaire prorogera l'IPSR 200051 de mars à décembre 2013. Une nouvelle approche intégrée reliera les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition inscrites dans l'IPSR et dans le programme de pays de façon à en maximiser l'impact, surtout chez les enfants vulnérables âgés de 6 à 59 mois<sup>12</sup>.
17. La présente révision budgétaire couvre:
- l'assistance alimentaire ciblée destinée aux ménages très pauvres au plus fort de la période de soudure;
  - la supplémentation alimentaire ciblée en faveur des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, des femmes enceintes et des mères allaitantes;
  - la supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois et les mères allaitant des nourrissons de moins de 6 mois pendant la période de soudure; et
  - le renforcement des activités ECA et VCA avant la période de soudure et après la récolte.

---

<sup>11</sup> INS/Direction Nutrition du Ministère de la santé/UNICEF/PAM. 2012. Enquête nationale utilisant la méthodologie SMART. Niamey.

<sup>12</sup> Les activités d'alimentation scolaire se poursuivront dans le cadre du programme de pays en 2013, mais elles seront associées à des activités menées au titre de l'IPSR 200051.

18. Le tableau 1 indique le nombre de bénéficiaires de l'IPSR 200051 dans ses versions actuelle et révisée.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DE L'IPSR, PAR ACTIVITÉ</b>			
<b>Activité</b>	<b>IPSR actuelle (juill. 2011-févr. 2013)</b>	<b>Augmentation (mars 2013-déc. 2013)</b>	<b>IPSR révisée (juill. 2011-déc. 2013)</b>
<b>Secours</b>			
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois	565 000	673 000	1 238 000
Supplémentation alimentaire généralisée: mères allaitantes	50 000	237 000	287 000
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	1 057 000	552 000	1 608 000
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	250 000	184 000	365 000
Distribution de rations aux soignants	69 000	55 000	123 000
Assistance alimentaire ciblée: produits alimentaires	65 000	471 000	476 000
Assistance alimentaire ciblée: transferts monétaires	217 000	421 000	589 000
<b>Redressement accéléré</b>			
VCA	969 000	157 000	989 000
ECA	596 000	141 000	618 000
<b>TOTAL*</b>	<b>3 011 000</b>	<b>2 146 000</b>	<b>4 172 000</b>

\* Ajusté pour éviter le double comptage des bénéficiaires participant à plusieurs activités.

19. La plupart des activités seront renforcées, mais le nombre de bénéficiaires restera inférieur à celui de l'opération menée en réaction à la crise de 2012, comme indiqué au tableau 2.

<b>TABLEAU 2: COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE 2012 ET DE 2013</b>		
<b>Activité</b>	<b>Janvier-décembre 2012* (opération d'urgence 200398 et IPSR 200051)</b>	<b>Janvier-décembre 2013 (IPSR 200051)</b>
<b>Secours</b>		
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois	713 000	673 000
Supplémentation alimentaire généralisée: mères allaitantes	237 000	237 000
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	679 000	712 000
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	176 000	222 000

**TABLEAU 2: COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE 2012 ET DE 2013**

Activité	Janvier-décembre 2012* (opération d'urgence 200398 et IPSR 200051)	Janvier-décembre 2013 (IPSR 200051)
Distribution de rations aux soignants	42 000	67 000
Assistance alimentaire ciblée: produits alimentaires	1 679 000	471 000
Assistance alimentaire ciblée: transferts monétaires	925 000	421 000
<b>Redressement accéléré</b>		
VCA	798 000	471 000
ECA	388 000	421 000
<b>TOTAL**</b>	<b>4 220 000</b>	<b>2 313 000</b>

\* Chiffres établis à partir du nombre de bénéficiaires ciblés.

\*\* Ajusté pour éviter les doubles comptages.

## Secours

⇒ *Assistance alimentaire ou monétaire ciblée*

20. Au cours de la période de soudure de 2013, 1,1 million de personnes devraient bénéficier d'une assistance alimentaire ciblée. Le PAM couvrira 80 pour cent des besoins, le Gouvernement et les organisations non gouvernementales (ONG) se chargeant du reste. Le PAM ciblera les zones les plus vulnérables d'Agadez, de Diffa, de Dosso, de Maradi, de Niamey, de Tahoua, de Tillabéri et de Zinder.

⇒ *Supplémentation alimentaire ciblée*

21. Cette activité sera menée dans l'ensemble du pays tout au long de l'année de façon à venir en aide aux enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Les enfants sont pris en charge pour une période maximale de trois mois<sup>13</sup>, et le traitement des femmes dure au moins six mois. Le PAM soutiendra les efforts de dépistage et d'information déployés pour identifier les bénéficiaires; ce travail sera renforcé par le resserrement de la coordination entre les partenaires. La couverture des centres de santé sera étendue progressivement dans les zones les plus vulnérables, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

⇒ *Supplémentation alimentaire généralisée*

22. Cette activité prêtera assistance aux enfants de 6 à 23 mois et aux mères de nourrissons de moins de 6 mois (910 000 bénéficiaires<sup>14</sup>) de mai à septembre, afin d'éviter que la malnutrition aiguë n'atteigne des niveaux critiques. L'approche s'était révélée efficace pendant la crise de 2012. L'UNICEF, le PAM et leurs partenaires mèneront ensemble une

<sup>13</sup> Critères de prise en charge des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée: rapport poids-taille compris entre -3 et -2 (Z-score). Critère de fin de prise en charge: Z-score supérieur à -1,5.

<sup>14</sup> Étude de la couverture PAM/INS, août/septembre 2012.

campagne de communication dans tout le pays pour promouvoir des changements de comportements susceptibles d'améliorer la nutrition, la santé et l'hygiène.

⇒ *Soutien aux soignants*

23. Le PAM continuera de soutenir les soignants des enfants sous traitement. Dans le cadre du Partenariat REACH visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, le Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF, le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recherchent les moyens de lutter contre la malnutrition chronique et la malnutrition aiguë et de créer des liens entre les interventions en faveur de la sécurité alimentaire, de la santé et de la nutrition.

## **Redressement accéléré**

⇒ *Activités Vivres pour la création d'avoins/Espèces pour la création d'avoins*

24. L'IPSR révisée permet de passer des activités visant à remettre sur pied les communautés et à reconstituer leurs moyens de subsistance (Objectif stratégique 3), aux activités consistant à investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets (Objectif stratégique 2)<sup>15</sup>. Les activités ECA et VCA ciblées permettront: i) de lutter contre les facteurs structurels de vulnérabilité; ii) de resserrer les partenariats pour en maximiser l'impact; iii) de mettre en œuvre une approche de la planification qui soit participative et repose sur la concertation avec les communautés; et iv) de travailler aux côtés d'institutions locales, régionales et nationales pour améliorer les systèmes d'alerte rapide.
25. L'IPSR 200051 offre un filet de sécurité permettant aux ménages vulnérables de renforcer leurs capacités, de se constituer des réserves alimentaires, de diminuer leur endettement et d'augmenter leurs revenus; elle contribuera également à rétablir les moyens de subsistance et à réduire l'exode rural. Le PAM travaillera aux côtés des communautés dans le cadre d'activités ECA et VCA pour renforcer la résilience des populations, en mettant l'accent sur: i) la remise en état des sols dégradés; ii) la récolte de l'eau et l'irrigation; et iii) la protection et le développement d'oasis productives menacées d'ensablement. Les ménages ayant des capacités de travail limitées identifiés comme étant particulièrement vulnérables, qui sont souvent dirigés par des femmes, se verront confier des activités nécessitant moins de main-d'œuvre et bénéficieront de certains transferts non soumis à conditions. Les activités ECA et VCA seront mises en œuvre avant la période de soudure et après la récolte de novembre/décembre; les avoirs ainsi créés seront protégés pendant la période de soudure grâce à une assistance alimentaire ciblée.
26. Pour permettre au PAM de faire face à de nouveaux chocs en 2013, le lien avec l'Objectif stratégique 3 sera maintenu de sorte que les interventions ECA et VCA puissent être renforcées rapidement sans passer par la phase de planification détaillée nécessaire aux projets contribuant à la réalisation de l'Objectif stratégique 2. Le but serait de protéger et de reconstituer les moyens de subsistance en faisant appel à des méthodes peu risquées et à faible technologie pour restaurer les avoirs communautaires ou améliorer l'accès à la nourriture.

<sup>15</sup> Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

27. Conformément aux pratiques optimales suivies en 2011/12, le PAM collabore avec ses partenaires pour maximiser l'impact et la durabilité des activités ECA et VCA, dans le but de développer les achats locaux et de stimuler la demande de produits locaux. Dans le cadre d'une stratégie conjointe, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNICEF, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et le PAM se sont servis de l'alimentation scolaire comme d'un point de départ pour renforcer la résilience, en plaçant l'accent sur la production agricole et le développement du capital humain. Cette approche est conforme à l'initiative "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales"<sup>16</sup> et à la volonté du PAM d'acheter des produits alimentaires aux petits exploitants. Des plans d'action ont été signés avec la FAO, le FIDA et l'UNICEF en 2012<sup>17</sup>.

### Ciblage géographique et ciblage des ménages

28. Pour renforcer la résilience des ménages, le ciblage a été affiné de manière à donner la priorité: i) aux zones exposées à l'insécurité alimentaire chaque année depuis 2006, notamment les communes rurales des régions de Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder<sup>18</sup>; ii) aux zones risquant de subir de graves pénuries de céréales et de pâturages dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri; et iii) aux zones où l'émaciation chez les enfants dépasse 10 pour cent, avec des facteurs aggravants tels que la vulnérabilité chronique ou une forte insécurité alimentaire<sup>19</sup>.

29. Le PAM et le Gouvernement ont mis au point des stratégies de renforcement de la résilience destinées aux communautés en situation d'insécurité alimentaire qui vivent dans des écosystèmes fragiles. Les zones où l'insécurité alimentaire est liée à la dégradation de l'environnement sont en cours de recensement<sup>20</sup> pour faire en sorte que les interventions ECA et VCA contribuent à lutter contre la détérioration de l'environnement, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

30. Le ciblage des zones bénéficiaires des transferts monétaires et alimentaires sera effectué compte tenu de l'état de fonctionnement des marchés, des disponibilités alimentaires, des éventuels déficits de la production locale et des distances à parcourir pour accéder aux marchés. Le suivi des marchés, l'évaluation des activités de transferts monétaires passées et actuelles et une récolte 2012/13 supérieure à la moyenne laissent penser que les transferts monétaires seront appropriés dans les zones rurales de Diffa, Dosso, Maradi,

---

<sup>16</sup> <http://www.unwomen.org/fr/2012/09/un-women-fao-ifad-and-wfp-empowerment-of-women-in-rural-areas-is-pre-requisite-for-global-food-security/>

<sup>17</sup> Les interventions conjointes menées dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder seront étendues progressivement.

<sup>18</sup> D'après les classifications établies à partir du système d'alerte rapide national, et conformément au document du PAM de 2010 intitulé "Chocs et vulnérabilités au Niger: Analyse des données secondaires", et aux évaluations nationales annuelles de la vulnérabilité.

<sup>19</sup> Le ciblage géographique sera affiné sur la base des éléments suivants: i) l'enquête nationale de 2012 sur la nutrition et la mortalité infantiles; ii) l'évaluation finale de la campagne agricole de 2012/13; iii) les analyses des effets directs menées par le PAM et Save the Children en suivant l'approche axée sur l'économie des ménages; et iv) une évaluation de la vulnérabilité effectuée par le Gouvernement au deuxième trimestre de 2013.

<sup>20</sup> Outils utilisés: i) pluviomètre et indices de la biomasse; ii) analyse des chocs et des vulnérabilités structurelles réalisée par le PAM en 2010; iii) géomorphologie et étude des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines; iv) statistiques démographiques et recensement des moyens d'existence; et iv) stratégies de développement des communautés.

Tahoua, Tillabéri et Zinder. Les transferts monétaires sont principalement mis en œuvre par l'intermédiaire d'institutions de microfinancement et d'ONG fiables.

31. Les ménages très pauvres seront repérés au moyen de l'approche axée sur l'économie des ménages, qui constituera aussi le fondement du ciblage des interventions ECA/VCA et des activités d'assistance alimentaire ciblée. Les estimations du nombre de bénéficiaires tiennent compte des chiffres de la population les plus récents et de la prévalence moyenne de l'insécurité alimentaire grave entre 2006 et 2012<sup>21</sup>.

## Gestion des risques

### ⇒ *Risques programmatiques*

32. Bien qu'aucun incident lié à la sécurité ne se soit produit lors de la réalisation des interventions fondées sur la distribution d'espèces, le PAM entend réduire le plus possible les risques de ce type et continuer de renforcer la capacité des partenaires de gérer les programmes appuyés par des transferts monétaires. Les activités ECA et VCA de grande ampleur présentent le risque d'aboutir à des avoirs de mauvaise qualité; le PAM travaillera donc aux côtés du Gouvernement, d'organismes des Nations Unies, d'ONG et d'autres homologues pour atténuer ces risques. Le renforcement des systèmes de suivi et d'établissement de rapports permettra de cibler les zones géographiques et les bénéficiaires de manière appropriée et efficace.

### ⇒ *Risques contextuels*

33. La sécurité est fragile dans le Sahel, surtout dans le nord du Mali. Si la situation se dégrade, le resserrement des mesures de sécurité risque de réduire l'accès humanitaire, situation à laquelle le bureau de pays et les bureaux auxiliaires se sont préparés. L'opération d'urgence régionale 200438 destinée à venir en aide aux réfugiés du Mali permettra de réagir en cas d'augmentation du nombre de personnes déplacées ou de déplacements prolongés.

### ⇒ *Risques institutionnels*

34. L'intervention menée pour faire face à la crise de 2012 a montré que le PAM pouvait mettre en œuvre des interventions de grande envergure fondées sur les transferts de vivres et d'espèces. Bien qu'il soit possible de recourir au mécanisme d'achat anticipé, les risques de pénuries de financement et de ruptures de la filière d'approvisionnement demeurent. Le PAM maintiendra son engagement auprès des donateurs en vue de s'assurer leur soutien à long terme.

---

## BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN ESPÈCES

35. Les rations demeureront inchangées. Les transferts monétaires fourniront une valeur équivalant à l'assortiment alimentaire utilisé pour les activités VCA. Cette valeur est établie en coordination avec le Gouvernement et les partenaires sur la base de projections

---

<sup>21</sup> Depuis la fin de 2011, le PAM a collaboré avec Save the Children, le Gouvernement et d'autres partenaires pour intégrer l'approche axée sur l'économie des ménages dans la cartographie de la vulnérabilité, dans les systèmes d'alerte rapide et dans le ciblage des ménages.

des prix moyens<sup>22</sup>. Elle est fixée à un niveau légèrement inférieur à celui du salaire journalier moyen pour réduire le plus possible les effets sur le marché du travail.

36. Le tableau 3 indique les besoins révisés, en produits alimentaires et en espèces, de l'IPSR 200051. Les coûts de l'augmentation sont également fournis à l'annexe I-A.

<b>TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES PAR ACTIVITÉ</b>			
<b>Activité</b>	<b>IPSR actuelle</b>	<b>Augmentation</b>	<b>IPSR révisée</b>
<b>Besoins d'ordre monétaire (en dollars)</b>			
Assistance alimentaire ciblée: transferts monétaires	4 650 043	15 652 327	20 302 370
Espèces pour la création d'avoires	18 174 069	9 832 872	28 006 941
<b>TOTAL (en dollars)</b>	<b>22 824 112</b>	<b>25 485 199</b>	<b>48 309 311</b>
<b>Besoins en produits alimentaires (en tonnes)</b>			
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois	5 794	20 188	25 982
Supplémentation alimentaire généralisée: mères allaitantes	1 871	9 762	11 633
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	10 404	4 640	15 044
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	12 991	9 124	22 115
Distribution de rations aux soignants	769	606	1 375
Assistance alimentaire ciblée: produits alimentaires	3 615	35 066	38 681
Vivres pour la création d'avoires	52 675	19 480	72 155
<b>TOTAL</b>	<b>88 119</b>	<b>98 866</b>	<b>186 985</b>

### Coûts associés

37. L'augmentation substantielle de la quantité de produits alimentaires conjuguée à la dépréciation du franc CFA par rapport au dollar des États-Unis a fait baisser de 20 pour cent le coût du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention pour 2013, ce qui a permis d'améliorer le rapport coût-efficacité.

<sup>22</sup> S'agissant du budget, les transferts prévus de février à mai 2013 sont évalués à 65 dollars par ménage et par mois, en tenant compte de la hausse des prix des produits alimentaires à partir de février. Les chiffres effectifs seront établis à l'issue de l'évaluation finale de la campagne agricole.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	44 389	18 721 398	
Légumes secs	8 867	6 499 166	
Huile et matières grasses	3 499	3 674 276	
Aliments composés et mélanges	42 111	38 795 776	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>98 866</b>	<b>67 690 616</b>	
Transferts monétaires		25 485 199	
<b>Total, produits alimentaires et transferts</b>			<b>93 175 815</b>
Transport extérieur			7 658 519
Transport terrestre, entreposage et manutention			26 081 899
Autres coûts opérationnels directs			15 192 807
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			11 149 743
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>153 258 783</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			10 728 115
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>163 986 898</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 738 705
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	450 000
Personnel local – agents des services généraux	1 549 417
Personnel local – personnel temporaire	383 000
Personnel local – heures supplémentaires	334 500
Primes de risque et primes de sujétion	40 000
Consultants internationaux	449 954
Consultants locaux	39 667
Volontaires des Nations Unies	648 000
Voyages officiels du personnel	1 760 500
<b>Total partiel</b>	<b>7 393 743</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location des locaux	297 000
Charges courantes (électricité, etc.)	165 000
Fournitures de bureau et petit matériel	182 500
Services de communication	532 500
Réparation et entretien du matériel	210 000
Exploitation et entretien des véhicules	735 000
Aménagement des bureaux et réparations	110 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	176 000
<b>Total partiel</b>	<b>2 408 000</b>
<b>Dépenses de matériel et d'équipement</b>	
Location de véhicules	289 000
Matériel de communication	348 000
Dépenses locales de sécurité	711 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 348 000</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>11 149 743</b>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Objectif stratégique 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence</b>		
<b>Effet direct 1</b> Réduction du niveau de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (supplémentations alimentaires ciblée et généralisée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées &lt; 12 % (référence: 14,8 %)</li> <li>➤ Taux de récupération par supplémentation alimentaire: 75 % (référence: 75 %)</li> <li>➤ Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire &lt; 15 % (référence: 8 %)</li> <li>➤ Taux de mortalité chez les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire &lt; 3 % (référence: 1 %)</li> <li>➤ Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire &lt; 10 % (référence: 15 %)</li> </ul>	L'UNICEF, l'OMS et les ONG disposent de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités prévues dans le domaine de la nutrition Il existe suffisamment de centres de santé opérationnels pour traiter les enfants souffrant de malnutrition Les dispositifs gouvernementaux de coordination des interventions nutritionnelles sont efficaces
<b>Effet direct 2</b> Amélioration, pendant la période d'assistance, de la consommation alimentaire des ménages ciblés touchés par une situation d'urgence (assistance alimentaire ciblée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages &gt; 28 pour 65 % des populations ciblées</li> </ul>	Des ressources suffisantes sont disponibles en temps voulu
<b>Produits 1.1 et 2.1</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type de produit et par activité, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Nombre de personnes, par groupe d'âge et par sexe, recevant une assistance alimentaire, par catégorie et en pourcentage des bénéficiaires prévus</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribuée, par type, en pourcentage des distributions prévues (effet direct 1)</li> <li>➤ Nombre de centres de santé aidés</li> </ul>	Les partenaires s'occupant de la nutrition disposent de moyens humains et techniques adéquats
<b>Produit 2.2</b> Espèces et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Montant total, en dollars, des espèces distribuées dans le cadre de l'assistance alimentaire ciblée</li> <li>➤ Nombre d'hommes et de femmes recevant des espèces, par groupe d'âge</li> </ul>	Les partenaires s'occupant de la nutrition disposent de moyens humains et techniques adéquats

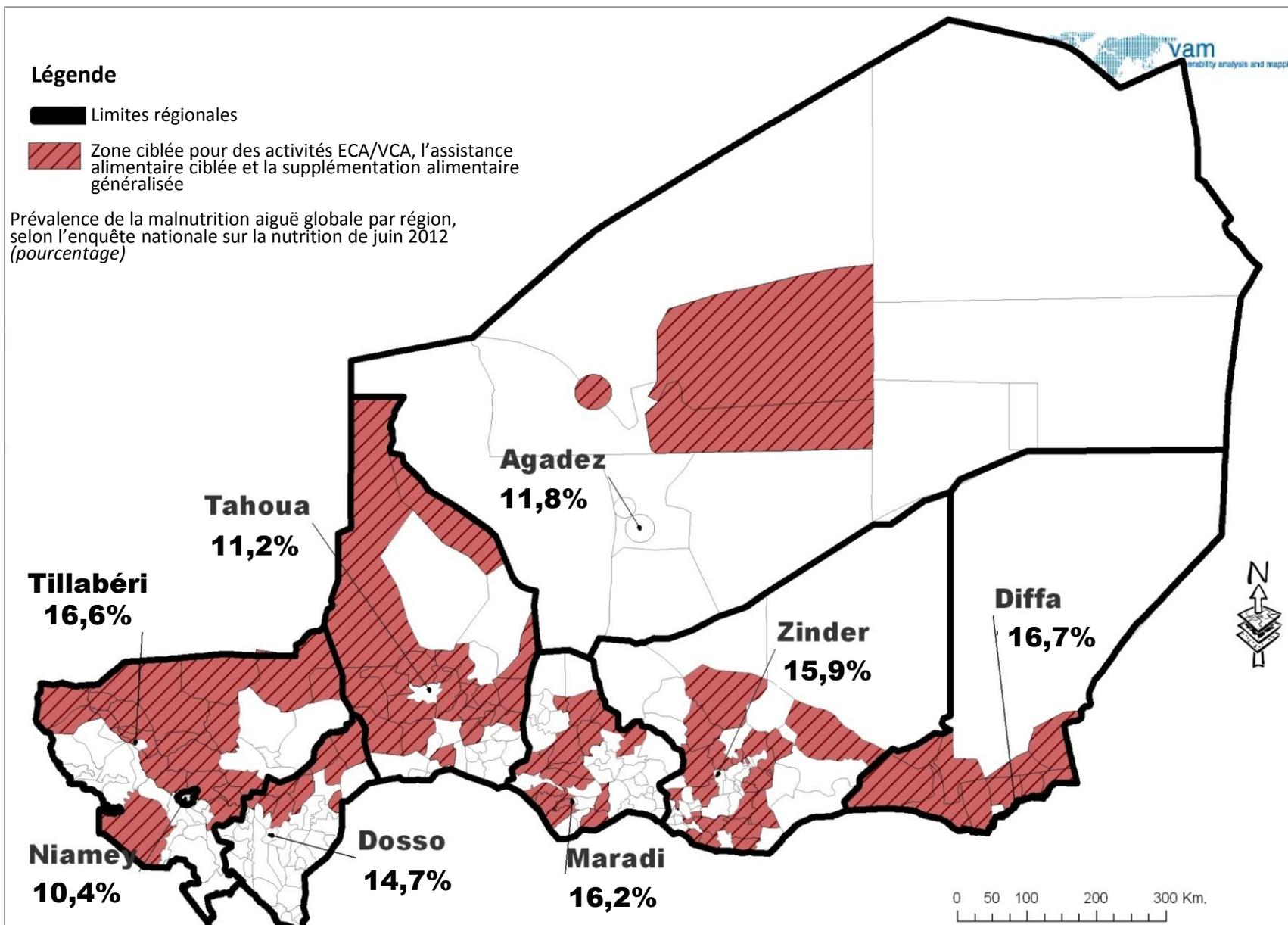
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage de bénéficiaires recevant des espèces au moment prévu</li> <li>➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité survenus pendant les distributions d'espèces</li> </ul>	
<b>Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</b>		
<b>Effet direct 3</b> Au cours de la période d'assistance, adéquation de la consommation alimentaire pour les ménages ciblés exposés à la faim aiguë (ECA, VCA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages &gt; 28 pour 65 % de la population ciblée</li> <li>➤ Indice des stratégies de survie &lt; 6</li> <li>➤ Score de diversité alimentaire &gt; 4 pour 70 % des populations ciblées</li> </ul>	L'assistance n'est pas entravée par l'insécurité Les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires maintiennent leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire
<b>Produit 3.1</b> Espèces et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons dans le cadre des activités ECA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Somme mensuelle moyenne gagnée par chaque participant, par rapport à la somme prévue</li> <li>➤ Nombre de bénéficiaires des activités ECA, par sexe et par groupe d'âge, par rapport au nombre prévu (100 %)</li> <li>➤ Pourcentage de femmes participant aux activités ECA, par rapport au nombre total de participants</li> <li>➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité survenus pendant les distributions d'espèces</li> </ul>	Des ressources suffisantes sont disponibles en temps voulu conformément aux plans de distribution Les partenaires coopérants disposent de moyens humains et techniques adéquats pour mettre en œuvre les activités L'assistance n'est pas entravée par l'insécurité
<b>Produit 3.2</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons dans le cadre des activités VCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée dans le cadre des activités VCA, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues (100 %)</li> <li>➤ Nombre de bénéficiaires des activités VCA, par sexe et par groupe d'âge, par rapport au nombre prévu (100 %)</li> </ul>	
<b>Effet direct 4</b> Réduction du risque de catastrophe dans les communautés ciblées (ECA, VCA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des ménages en matière d'avoirs augmenté pour 80 % des projets</li> </ul>	Le Gouvernement, le système des Nations Unies et les ONG partenaires disposent de moyens humains et techniques adéquats et de ressources suffisantes
<b>Produit 4.1</b> Avoirs utilisés pour atténuer les effets des catastrophes dans les communautés renforcés, créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'avoirs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées, par type et par unité de mesure</li> </ul>	Le Gouvernement, le système des Nations Unies et les ONG partenaires disposent de moyens humains et techniques adéquats et de ressources suffisantes



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</b>		
<b>Effet direct 5</b> Amélioration de la consommation alimentaire des ménages après les catastrophes grâce aux activités ECA et VCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages &gt; 28 pour 65 % de la population ciblée</li> <li>➤ Indice des stratégies de survie &lt; 6</li> <li>➤ Score de diversité alimentaire &gt; 4 pour 70% des populations ciblées</li> </ul>	L'assistance n'est pas entravée par l'insécurité Les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires maintiennent leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire
<b>Produit 5.1</b> Espèces et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons dans le cadre des activités ECA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Somme mensuelle moyenne gagnée par chaque participant, par rapport à la somme prévue</li> <li>➤ Nombre de bénéficiaires des activités ECA, par sexe et par groupe d'âge, par rapport au nombre prévu (100 %)</li> <li>➤ Pourcentage de femmes participant aux activités ECA, par rapport au nombre total de participants</li> <li>➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité survenus pendant les distributions d'espèces</li> </ul>	Des ressources suffisantes sont disponibles en temps voulu conformément aux plans de distribution Les partenaires coopérants disposent de moyens humains et techniques adéquats pour mettre en œuvre les activités L'assistance n'est pas entravée par l'insécurité
<b>Produit 5.2</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons dans le cadre des activités VCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée dans le cadre des activités VCA, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues (100 %)</li> <li>➤ Nombre de bénéficiaires des activités VCA, par sexe et par groupe d'âge, par rapport au nombre prévu (100 %)</li> </ul>	
<b>Effet direct 6</b> Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs dans les périodes de fragilité et de transition	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des communautés en matière d'avoirs augmenté pour 80 % des projets</li> </ul>	Les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires maintiennent leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire
<b>Produit 6.1</b> Avoirs nécessaires à la subsistance renforcés, créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'avoirs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées, par type et par unité de mesure</li> </ul>	Le Gouvernement, le système des Nations Unies et les ONG partenaires disposent de moyens humains et techniques adéquats et de ressources suffisantes



## Ciblage géographique – IPSR 200051 – 2012/2013



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECA	Espèces pour la création d'avoirs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
INS	Institut national de la statistique
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs